

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Le budget caché de la droite

A quoi sert la discussion parlementaire sur le budget 2008 ? On est en droit de se poser la question. En effet, le projet du gouvernement est basé sur des hypothèses totalement irréalistes. Inévitablement des adaptations seront nécessaires. Comme par hasard, elles interviendront en avril ou mai, juste après les élections municipales.

L'économie française va mal. Depuis 2002, chaque année, les majorités UMP persistent et signent. Les dogmes libéraux sont appliqués à la lettre. Même si notre pays connaît une croissance plus faible que celle de nos partenaires, même si sa compétitivité se dégrade régulièrement, même si le chômage est chez nous plus élevé que nos voisins, même si l'endettement devient préoccupant, la droite

s'entête à défendre l'idée de "l'économie du ruissellement". Les avantages fiscaux accordés aux plus fortunés doivent mécaniquement "ruisseler" jusqu'en bas de l'échelle sociale et profiter à toute la société. Or, cette théorie ne fonctionne pas. Elle ne s'est d'ailleurs vérifiée dans aucun pays qui l'a appliquée.

Pourtant, elle est scrupuleusement suivie. Au premier semestre 2007, 121 millions d'euros ont été distribués à 2 400 contribuables, soit un chèque moyen de 50 000 euros, ce qui représente 3 années de SMIC. Le syndicat unifié des impôts a même dénoncé les relances effectuées par l'administration fiscale auprès des contribuables les plus riches qui n'avaient pas encore effectué les démarches nécessaires pour profiter du bouclier fiscal.

Car c'est bien en juillet que la ligne économique du gouvernement Fillon/Sarkozy a été fixée. Deux mesures suffisent à la résumer : pas de coup

SUITE PAGE 2

CAP FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 31/10/2007



Enfin, une bonne nouvelle !

Jusqu'à présent, la région de Quimperlé faisait surtout la une de l'actualité pour les suppressions d'emplois qui intervenaient dans ses entreprises. Mais aussi pour les grandes mobilisations organisées par les salariés. En signant la convention territoriale de dynamisation économique du pays de Quimperlé, les collectivités (État, Département, Région, COCOPAQ) ont démontré leur volonté de défendre et stimuler l'emploi.

A situation exceptionnelle, réponse exceptionnelle. Depuis un peu plus de deux ans, le bassin d'emploi du pays de Quimperlé paie un lourd tribut à la mauvaise conjoncture économique. Salaisons du Jet : 45 licenciements ; Papeteries Mauduit : 209 emplois supprimés ; Volaven : 44 emplois

supprimés ; Nestlé Purina : fermeture d'un des deux sites de production d'aliments pour animaux de compagnie ; Bolloré : transfert de l'activité de Scaër vers Ergué-Gabéric. Tout au long des mobilisations syndicales, les élus socialistes ont été aux côtés des salariés et se sont engagés à soutenir l'emploi. La convention de dynamisation atteste de leur détermination.



Michaël Quernez

Que prévoit le texte signé par Louis Le Penec pour le Conseil général, Michaël Quernez pour la Communauté de communes du pays de Quimperlé (COCOPAQ), Jean-Yves le Drian pour la Région Bretagne et le préfet du Finistère pour l'État, le 28 septembre à Tréméven ?

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

Ministère des basses œuvres.

Les tests ADN, inscrits dans la loi sur le regroupement familial, ont choqué les Français bien au-delà de leurs préférences politiques.

Pourtant, cette même loi possède en son sein un autre fiel : le comptage ethnique. Car le texte le permet et nos statisticiens sont déjà prêts. Si nous voulons réduire les inégalités et les discriminations, nous dit-on, il nous faut connaître le lien entre les obstacles à l'intégration et l'origine géographique, ethnique, religieuse de ceux qui peinent. Si le sérieux des scientifiques ne fait aucun doute, nous devons craindre l'utilisation politique des résultats. Hortefeux et sa droite ne manqueront pas d'y rechercher et d'y trouver les raisons des difficultés du pays lorsque leur politique s'essouffera encore un peu plus.

Le budget caché de la droite (suite)

La relance de la croissance passe par une hausse du pouvoir d'achat.

*** de pouce au SMIC et 15 milliards de cadeaux fiscaux.

Le projet de loi de finances pour 2008 n'est donc qu'un exercice obligatoire auquel le gouvernement se soumet sans conviction. Pour construire un budget, il faut s'appuyer sur des prévisions économiques. Celles retenues cette année sont très peu crédibles. Une croissance de 2,25 % ? Ce chiffre ne repose sur aucune donnée objective. La croissance française en 2007 s'établissait à 1,9 % et plusieurs instituts financiers prévoient qu'en 2008 elle ne sera que de 1,7 voire 1,5 %.



La ministre Christine Lagarde

Autre prévision hasardeuse : le volume des exportations. Le budget 2008 prévoit une progression de 5,8 %. Là encore, ce chiffre ne correspond à rien. Le ministère de l'Économie raisonne avec un baril de pétrole à 73 dollars alors qu'il vient d'atteindre 91 dollars. Pire, il n'anticipe absolument pas les conséquences de la crise des *subprimes* américains qui provoquera inévitablement un ralentissement de la croissance mondiale.

Les fonctionnaires du ministère des Finances seraient-ils incompetents ? Ne connaissent-ils pas le contexte économique international ? Certainement pas. Mais pour présenter un budget avec un déficit ne dépassant pas 2,3 % du PIB et une dette à 64 %, il est nécessaire de surestimer les hypothèses de travail.

Pire, rien dans le projet soumis aux parlementaires ne contribuera à relancer la croissance. Car il faut tout de même rappeler que la loi de finances 2008 n'est pas le premier budget du gouvernement Fillon/Sarkozy. Elle est le sixième budget de la majorité UMP depuis 2002.

Rien d'étonnant donc à ce que l'emploi public soit, encore une fois, la principale victime de ce projet de loi. 22 791 suppressions sont programmées dont 11 000 rien que dans l'Éducation Nationale.

Le ministère de l'Environnement devrait, selon toute logique, échapper à ces coupes sombres après le *Grenelle de l'environnement*. Il n'en est rien puisque 1 200 postes vont être supprimés dans cette administration.

Et il ne s'agit là que de la partie émergée de l'iceberg. Après les élections municipales, le gouvernement procédera à des réajustements douloureux. D'ores et déjà un gel de 7 milliards de crédits est envisagé. Comme à son habitude, l'UMP privatisera, ou plutôt bradera des entreprises publiques. Les noms d'EDF et d'AREVA sont évoqués. Enfin, les Français doivent s'attendre à des augmentations de la TVA, de la CSG et de la CRDS. Bref, un plan de rigueur, selon l'expression de la ministre de l'Économie Christine Lagarde, est à l'étude.

Une autre orientation est possible pour répondre aux vrais enjeux de notre économie qui sont : le volume insuffisant d'activité, le sous-investissement privé et le poids de l'endettement. Les parlementaires socialistes s'attachent à le démontrer au travers de leurs amendements. D'abord, la relance de la croissance passe par une hausse du pouvoir d'achat. Plusieurs pistes peuvent être étudiées comme par exemple majorer de 50 % les barèmes de la prime à l'emploi ou en diminuant les conditions de ressources et en augmentant le montant du prêt à taux zéro pour l'acquisition d'un logement. Il serait possible, grâce à des incitations fiscales, de favoriser les entreprises qui investissent ou qui prennent le risque de s'implanter sur des marchés extérieurs. Les socialistes auraient affecté la moitié des 15 milliards du bouclier fiscal au désendettement de l'État.

Les parlementaires UMP peuvent persévérer et faire la sourde oreille et refuser toutes les propositions constructives venant de la gauche. Mais alors, la France restera *"l'homme malade de l'Europe"*.



Bercy sous-évalue le contexte international

Enfin, une bonne nouvelle ! (suite)



Manifestation "Quimperlé vivra", le 25 novembre 2006

*** D'abord, qu'un comité de pilotage, composé des représentants des collectivités locales, des partenaires sociaux, des acteurs économiques et des représentants de l'État, est mis en place pour une période de 18 mois. Il interviendra dans deux domaines : l'élaboration d'un plan d'actions de nature à favoriser le maintien et le développement de l'emploi dans des activités durables et le suivi des obligations des entreprises liés au reclassement.

"Pour la première fois, tous les partenaires se sont mis autour d'une table pour associer leurs efforts", se félicite Michaël Quernez. *"Avant de mettre le moindre euro dans l'aide aux entreprises, nous nous fixons des critères"*. C'est ainsi que deux entreprises vont être aidées pour la création de 30 emplois. Les porteurs de projets sont soutenus et peuvent bénéficier d'une expertise partagée.

L'optimisme est de rigueur

Malgré les difficultés que connaissent certaines grandes entreprises, l'optimisme est de rigueur : jamais le service développement économique de la COCOPAQ n'a traité autant de projet. *"On sent une vraie dynamique dans les PME"*, souligne Michaël Quernez.

Ce potentiel est d'autant plus important que les cellules de reclassement aident les salariés licenciés à retrouver un emploi. Là encore, les acteurs économiques et sociaux ont su jouer collectif en coordonnant l'action des cellules chargées du reclassement des salariés des Papeteries Mauduit, de Volaven ou des Salaisons du Jet. Pourquoi, en effet, faire travailler trois équipes sur le même enjeu, au risque, en outre, qu'elles se concurrencent ?

Grâce à la ténacité des élus socialistes, toutes les forces économiques et sociales du pays de Quimperlé se sont assises autour de la même table avec la même ambition : sauver et développer l'emploi.

Journée de débats, le 10 novembre, à Plouzané

La réflexion plutôt que l'agitation. Voilà comment résumer l'état d'esprit des socialistes du Finistère en cet automne 2007. Ils le démontreront, le 10 novembre, à l'occasion de la journée qu'ils organisent à la salle de Trémaudic à Plouzané, autour de deux sujets : la Nation et le vote Modem dans le Finistère.

Présidé au niveau national par Jean-Jacques Urvoas, le forum "Les socialistes et la Nation" doit permettre à chacun de clarifier ses idées sur ces enjeux. "Cette question ne doit pas être laissée aux spécialistes. Elle concerne tous les adhérents et porte sur des éléments très concrets", souligne-t-il. Internationalistes, les socialistes français sont également patriotes et Européens. Comment concilier ces trois dimensions ? se sont demandés les adhérents de Brest LBE, tandis que ceux de Fouesnant s'interrogeaient sur la laïcité. "Nous n'avons pas de réponse toute faite", reconnaît Nathalie Conan, "mais nous avons la conviction que la laïcité constitue un élément essentiel à la cohésion des sociétés".



Nathalie Conan, secrétaire de la section de Fouesnant

Autre question qui mérite une réflexion collective : le vote Modem. Troisième homme de la présidentielle 2007, François Bayrou a recueilli 22,73 % des voix dans le Finistère. Mais qui sont ses électeurs ? Des "centristes" ? Des socialistes déçus ? Des conservateurs effrayés par les méthodes et le discours de Nicolas Sarkozy ? Et, quelle que soit leur origine,

qu'ont-ils voulu exprimer à travers leur vote ? Le PS peut-il répondre à leurs attentes ? André Paubert, réformateur démocrate, et Jérôme Fourquet, directeur adjoint du département opinion de l'IFOP, tenteront d'apporter des réponses à toutes ces questions.

Inscriptions au 02 98 53 20 22 ou par internet sur www.ps29.org.



Le vrai visage du patronat

Avec Jean-Marie Pernot

L'affaire de la caisse noire de l'UIMM en dit long sur la manière dont le patronat français conçoit les relations sociales estime Jean-Marie Pernot, chercheur, auteur en 2005 au Seuil de "Syndicats : lendemains de crise ?".

Cap Finistère : Avez-vous été surpris par les révélations concernant les caisses noires de l'UIMM ?

Jean-Marie Pernot : J'ai été surpris de leur ampleur, pas de leur existence. Dès 1986, Henri Weber, dans son livre "Le parti des patrons", expliquait comment le CNPF distribuait des sommes importantes aux "syndicats maison". Il faut maintenant attendre que Denis Gautier Sauvagnac dise exactement à qui était destiné cet argent avant d'évoquer le financement de syndicats. Il convient d'être prudent.

Cap Finistère : Même si elles n'ont touché aucun euro, les centrales syndicales ne risquent-elles pas d'être soupçonnées et affaiblies ?

Jean-Marie Pernot : Ce qui me frappe d'abord dans cette affaire c'est qu'elle est très révélatrice de la conception des relations sociales du patronat français qui dit non par principe et qui "graisse la patte" de ceux qui veulent bien signer des accords. Ces caisses de grèves, mises en place au début des années 70, servaient à tenir "coûte que coûte" en cas de conflit. C'est d'ailleurs assez surprenant dans un pays où le nombre de jours de grève est tout de même assez limité.

Ces révélations vont-elles accélérer le débat sur la représentativité des organisations syndicales et leur financement ? Cette question fait déjà l'objet de discussions entre les partenaires sociaux depuis la publication du rapport Hadas-Lebel. J'espère qu'elles vont accélérer le processus mais il est trop tôt pour le dire.

Cap Finistère : Vous expliquez dans votre livre que les syndicats doivent faire preuve d'unité. Pensez-vous qu'ils en prennent le chemin ?

Jean-Marie Pernot : A court terme, je ne le pense pas. On est encore dans la logique de la guerre de tous contre tous, au moins au niveau des confédérations. Depuis le 5 mai, elles ne se sont pas rencontrées pour étudier la nouvelle donne politique.

En revanche, plusieurs signes sont positifs du côté des fédérations professionnelles, grâce à l'Europe. Au sein des confédérations européennes, leurs homologues leur demandent de se mettre d'accord et surtout de ne pas exporter leurs divergences. Ces rapprochements sont assez nets dans la métallurgie ou la communication.

Dans la fonction publique aussi le front est assez large. Il ne s'agit pas de nier les divergences qui existent mais de mettre en avant les convergences. La généralisation des accords majoritaires pourrait contribuer encore plus à accélérer des rapprochements.

Rendez-vous

3 novembre

De 9 h 00 à 12 h 30,
centre de Kerliver à Hanvec,
Formation municipale de l'UESR
sur l'ouverture à l'international.

6 novembre

A 20 h 30, au local du PS
à Châteaulin, Formation sur
l'élaboration d'un programme
municipal, par Gilbert Gramoullé.

10 novembre

De 10 h 00 à 16 h 00,
à Plouzané, journée de réflexion.

10 novembre

De 9 h 00 à 12 h 30,
centre de Kerliver à Hanvec,
Formation municipale de l'UESR
sur les déchets.

14 décembre

Convention fédérale de ratification
des listes municipales et des
candidat(e)s aux cantonales.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

EN SAVOIR PLUS ...

Journée nationale agricole

A l'heure où se prépare une réforme des règles de la Politique Agricole Commune (PAC), le Parti Socialiste poursuit sa réflexion sur un projet agricole s'appuyant sur des agricultures diversifiées, durables et performantes.

Pour participer à ce projet, Germain Peiro, secrétaire national à l'agriculture, et Stéphane Le Foll, député européen et secrétaire de l'Union régionale des pays de la Loire, organisent le 10 novembre, de 9 h 30 à

17 h 00, une journée nationale agricole au siège de la fédération de Loire-Atlantique à Nantes, 24 rue Armand Brosard. Inscriptions par fax au 02 40 08 27 24.

Les amis de Laurent Fabius

Dans le cadre de la réflexion portée sur la refondation du Parti Socialiste, les amis de Laurent Fabius se retrouveront autour de Kofi Yamgnane, le vendredi 9 novembre, à 20 h 30, au local du Parti Socialiste à Châteaulin. Réunion ouverte à tous.

Annonces légales & judiciaires

SELARL Jean-Marc BERROU
Avocat
59, rue Louis-Pasteur - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16

AUTOCRUISE S.A.
Société Anonyme
au capital de 1 000 000 euros
Siège social :
ZAC Technopôle Brest Iroise
Secteur de la Pointe du Diable
29280 PLOUZANÉ
RCS BREST 380 295 451

Aux termes d'une délibération en date du 21 juin 2007, les actionnaires de la société ont décidé de modifier la dénomination sociale qui devient à compter du même jour AUTOCRUISE S.A.S. et de transformer la société en société par actions simplifiée, sans création d'un être moral nouveau.

La durée de la société, son capital social, son objet et son siège social ne sont pas modifiés.

La société TRW AUTOCRUISE LIMITED, ayant son siège social à STATFORD ROAD, SOLIHULL B90 4GW - ROYAUME UNI, a été nommée Président de la société pour une durée de six années qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Les commissaires aux comptes titulaire, la société ERNST & YOUNG AUDIT, et suppléant Monsieur François CARREGA, ont été maintenus pour la durée restant à courir de leur mandat.

L'assemblée générale a adopté les statuts de la société dans leur ensemble sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée.

Les formalités seront effectuées au greffe du Tribunal de Commerce de Brest.

Pour avis : Le Président

Société de Travaux Publics de l'Iroise
Par Abréviation "S.T.P.I."
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 84 000 euros
Siège social sis à GUILERS (29820)
Kérébars - Route de Saint Renan
331 180 281 RCS BREST

Aux termes d'une décision en date du 21 septembre 2007, l'assemblée générale extraordinaire des associés, statuant conformément à l'article L 223-42 du Code de Commerce, a décidé la poursuite de l'activité de la société.

Pour avis

OUEST AUTOMOBILES
Société par actions simplifiée unipersonnelle
au capital de 400 000 euros
Siège social : 134, route de Gouesnou
29803 BREST Cedex 9
637 321 118 RCS BREST

L'associé unique statuant en application de l'article L. 225-248 du code de commerce a décidé de ne pas prononcer la dissolution anticipée de la société.

Pour avis.

SOFIGES
Avocats
3, rue du 33^e Mobiles
72000 LE MANS

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : CLERFONDAIZE

Siège social : 22, rue Algésiras (29200) BREST.

Objet : Hôtel bar restaurant, exploitation d'une licence IV.

Durée : 99 années.

Capital : 10 000 euros.

Gérance : Anthony DAIZE, demeurant 25, rue Yolande d'Aragon, 49000 ANGERS.

Immatriculation au RCS de Brest Cedex.

Pour avis.

Contact : Thierry Nerzic au
06 26 56 02 50.

Mieux vaut tard que jamais

"L'État a eu tort de se désengager du développement des transports urbains", a reconnu Nicolas Sarkozy au Grenelle de l'environnement. (...) "Je rétablirai une participation de l'État pour la construction des voies de bus, des voies pour vélos ou des tramways". Il ne lui reste plus qu'à préciser quand et combien. On attend le même mea culpa de la part de l'UMP brestoise.

LES CONSEILS D'ENTREPRISES
Société d'Avocats
143, avenue de Kéradennec
29334 QUIMPER CEDEX
Tél. 02 98 90 04 35

PATRIMOINE EXPERTISE
Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 euros
Siège social : 143, avenue de Kéradennec
29000 QUIMPER
498 029 842 RCS QUIMPER

Aux termes d'une décision en date du 15 octobre 2007, la gérance a décidé de transférer le siège social du 143, avenue de Kéradennec, 29000 QUIMPER, au 190, rue Ernest-Hemingway, 29200 BREST, à compter rétroactivement du 1^{er} octobre 2007, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis : La Gérance

LES CONSEILS D'ENTREPRISES
Société d'Avocats
143, avenue de Kéradennec
29334 QUIMPER CEDEX
Tél. 02 98 90 04 35

PATRIMOINE EXPERTISE
Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 euros
Siège social : 143, avenue de Kéradennec
29000 QUIMPER
498 029 842 RCS QUIMPER

Aux termes d'une décision en date du 15 octobre 2007, la gérance a décidé de transférer le siège social du 143, avenue de Kéradennec, 29000 QUIMPER, au 190, rue Ernest-Hemingway, 29200 BREST, à compter rétroactivement du 1^{er} octobre 2007, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

La Société, immatriculée au RCS de QUIMPER fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du RCS de BREST.

Gérance : Monsieur François CHOPLIN, demeurant 6, rue Gwel-Kaër, 29217 PLOUGONVELIN.

Pour avis : La Gérance

Ce numéro a été tiré à
4 900 exemplaires

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Alain QUEFFLEC
RÉDACTEUR EN CHEF

Jean-Yves CABON - Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST
Tél : 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03
CPPAP 1207 P 11428